



LE PERCE- La vie ne s'apprend pas en prison MURAILLE



N°13 -
Juillet 2006

Snpes-PJJ/FSU : 54 rue de l'arbre sec 75001 Paris - tél. : 01.42.60.11.49 - fax : 01.40.20.91.62

**Le Perce-muraille, ou Casse-pierre est une plante qui pousse sur les murs,
les fragilise et finit par provoquer leur éboulement ... !**

Edito

Plus de 80 postes restés vacants dans les EPM !
Plus de 40 postes en Centres fermés!!

A la suite des CAP, les personnels de la PJJ ont montré leur refus de muter dans ces succursales pénitentiaires.

Quand la Direction de la PJJ comprendra-t-elle cette réalité ?

Cette politique gouvernementale jusqu'auboutiste d'enfermement de la jeunesse en difficulté va-t-elle continuer ?

On peut fortement le craindre à l'orée d'une campagne pour les présidentielles placée sous le signe des politiques sécuritaires.

On peut craindre aussi que la promo des éducateurs 2005-2007 fera les frais de cette politique à la PJJ car les postes en EPM et dans les CEF programmés seront cette fois ci offerts à cette promotion.

De ce fait l'existant sera encore plus menacé que cette année d'autant que l'on peut s'attendre à la rentrée à des fermetures supplémentaires de foyers. Le SNPES-PJJ/FSU avec les personnels continuera à s'opposer par tous les moyens à cette dénatura-tion des missions éducatives.

Profitez de vos vacances estivales pour recharger les batteries en vue de la rentrée de septembre.

APPEL du 43ème congrès du SNPES-PJJ/FSU

Le 43^{ème} congrès de notre syndicat se tient au moment où notre administration centrale s'engage dans l'ouverture d'Etablissements Pénitentiaires pour Mineurs, la multiplication de centres fermés et à la veille d'une nouvelle réforme de l'ordonnance du 2 février 1945 annoncée dans le cadre du projet de loi sur la prévention de la délinquance porté par le ministre de l'intérieur.

Cette surenchère sécuritaire s'inscrit dans une politique qui vise à stigmatiser la jeunesse et en particulier celle la plus en difficulté.

Une fois encore, les échéances électorales sont l'occasion de déplacer le nécessaire débat sur les sources de l'insécurité sociale (chômage, précarité, discrimination) vers le traitement de la délinquance des mineurs.

Cette politique s'oppose à ce que nous, professionnels de l'éducation, essayons de mettre en œuvre avec les mineurs.

La diversité des dispositifs de prises en charge éducatives, le risque éducatif, le temps de l'accompagnement sont des fondamentaux du travail éducatif que nous menons et sont incompatibles avec les orientations sécuritaires.

Le coût exorbitant des nouvelles structures (EPM, centres fermés) tant en moyen financier qu'en personnel menace la pérennisation et empêche le développement des services éducatifs existants, déjà mis en péril par plusieurs

années de restriction budgétaire.

Ces choix politiques constituent une rupture avec l'idée qu'un adolescent est un adulte en devenir dont notre société ne peut sacrifier l'éducation.

Le SNPES-PJJ/FSU continue à condamner le « tout sécuritaire » mis en place par un gouvernement dont la politique économique libérale aggrave les conditions de vie de la population, particulièrement les jeunes, les précaires et les immigrés.

Le SNPES-PJJ/FSU réaffirme son engagement dans les Collectifs anti-EPM et dans le Collectif National Unitaire contre le projet de loi sur la prévention de la délinquance. (CNU). Nous continuerons à diffuser largement l'appel-pétition « Construire un avenir pour la jeunesse d'aujourd'hui ». Nous saisirons toutes les occasions et serons partie prenante de toutes les initiatives qui s'opposent à ces projets sécuritaires et défendent la voie de l'éducation.

Le SNPES-PJJ/FSU appelle l'ensemble des personnels de la PJJ à rejoindre ce combat, comme nous appelons l'ensemble des associations et organisations qui partagent ces valeurs à construire une mobilisation qui soit à la hauteur de cet enjeu de société.



**MISSIONS ÉDUCATIVES
MÉTIER - PERSONNELS
AGIR POUR NOS VALEURS** FSU
43ème CONGRÈS - LILLE - JUIN 2006

**Bonnes vacances à toutes et à tous...
Hors des murs !**

Projection-débat à Chauconin-Neufmontiers "mémoire de sauvageons" contre l'EPM

Le vendredi 23 juin 2006 le collectif anti -enfermement 77 a organisé avec la participation de la mairie de Chauconin-Neufmontiers une soirée débat, avec la projection d'un documentaire (produit par la Cinq/Arte) "mémoire de sauvageons" qui relate l'histoire du premier foyer de semi liberté. A la suite de la projection un débat riche s'est poursuivi pendant près de deux heures avec la trentaine de participants et J.L. Einaudi (écrivain) et Hélène Franco (vice présidente du SM).

La question du traitement de la délinquance des mineurs au tra-

vers des évolutions (et modifications) de l'ordonnance du 2 février 45 fut largement expliquée par JL Einaudi. De son côté, Hélène franco a fustigé les provocations médiatiques et politiques du Ministre de l'Intérieur et réaffirmé la primauté de l'action éducative sur le répressif. La construction d'un EPM dans un département qui ne dispose que d'un seul foyer PJJ, ou des dizaines de classes ont été fermées et les structures de soutien psychologique (CMP, etc.) sont absentes, apparaît comme une provocation. De plus, deux projets de CEF sont en voie de constitution (dont un associatif) avec la mise en place d'un CER. L'EPM

de Chauconin-Neufmontiers devient de fait un projet coûteux et inutile, au regard des vrais besoins éducatifs d'un département qui compte la plus forte proportion de moins de vingt ans de la région Ile de France. Les participants ont fini la soirée en se promettant de se revoir à la rentrée prochaine dans le cadre d'une réunion du collectif anti-enfermement 77, afin de pouvoir organiser une prochaine initiative.

Pour tout contact :
Collectifantienfermement77@hotmail.com

Compte-rendu de la journée du 24 juin 2006 à Lavour organisée par le collectif anti-EPM

Départ de la marche à 14h45 devant le palais de justice – symbole de la mise en détention – malgré 32° à l'ombre une bonne centaine de personnes (militants avérés et nouvelles têtes) s'ébranle vers la prison en construction aux cris de « Non, non, non à la prison pour mineurs... » presque pareils aux honnêtes gens qui font la chasse à l'enfant, mais la rage au cœur et l'esprit en lutte.

Nul besoin d'organiser un service d'ordre car la longue route est parsemée de bonhommes vêtus d'un bleu étincelant et, à vrai dire, peu souriants et peu avenants.

Pause intermédiaire devant la prison déjà remplie des mêmes hommes bleus ce qui triple le nombre de personnes participant à la manifestation... Sous un silence pesant quelques citations de personnages célèbres sont clamées. Même FR3 a été de la manifestation.

Puis nous repartons vers la halle aux grains où a lieu un débat autour

des deux intervenants invités. **Elise Yvorel**, historienne synthétise de manière très vivante l'objet de sa thèse : *Les enfants de l'ombre ou la vie quotidienne des mineurs détenus au XXème siècle*.

Les promoteurs des EPM auraient dû lire cette thèse. Ils auraient ainsi pu économiser 100 millions d'euros et les réinjecter dans des structures éducatives. En effet, Elise, en s'appuyant sur des arguments historiques irréfutables et répétés, démontre aisément l'échec massif de toutes les politiques d'enfermement qui se sont succédées.

Nous ne sommes pas dupes de la politique Sarkosienne ou Royale...

Gabriel Mouesca, président de la section française de l'OIP (auteur de *La nuque raide*), répond dans un premier temps aux attaques diffamatoires et infondées du maire de Lavour (Carayon ex-membre du GUD). Puis avec passion et s'appuyant sur son vécu, il démonte

tout le système pénitentiaire qui bafoue tous les droits de l'homme et qui annule toute possibilité d'insertion, d'autonomie et d'exercice de la liberté pour celles et ceux qui ont eu à en connaître. Les arguments pleuvent en tant que personne humaine, que citoyen, que politique. Il n'existe pas d'autre alternative à la prison que la liberté. Pour ébaucher des réponses, il faut repenser la société sans prison, repenser les peines en luttant contre les inégalités de traitement selon que ; « riche ou misérable.... ».

Un débat animé a pu prendre corps à la suite de ces interventions, mais l'heure tardive et la forte chaleur ont amené les participants vers l'apéro durant lequel de multiples discussions ont pu se dérouler. Quant aux nombreuses questions qui n'ont pu être posées, elles sont reportées à la prochaine action, car toutes les personnes présentes sont déterminées à poursuivre la lutte.

Hasta la victoria siempre....

Réunion d'information contre l'EPM de Porcheville (78).

Le mercredi 7 juin à 20h30 se tenait à Magnanville commune proche de Porcheville une réunion d'information et de débat sur le projet d'un EPM. Appelée par la LDH des Yvelines et du pays Mantais cette initiative a réuni une trentaine de participants. deuxième initiative de la LDH sur ce sujet, le SNPES était à nouveau associé à cette réunion avec le syndicat de la Magistrature. Le comité de la LDH qui regroupe des militants associatifs et syndicaux déjà investis sur d'autres thèmes : contre l'immigration jetable, contre la mondialisation, pour la défense des droits fondamentaux souhaite poursuivre une campagne d'information et de dénonciation du projet des EPM et en particulier de celui de Porcheville. Devant une assemblée de professionnels et de citoyens, le débat a souligné les aspects idéologiques des projets EPM, l'impasse de l'enfermement pour les mineurs dont les besoins se situent avant tout dans le domaine de l'éducation. Les professionnels présents PJJ et magistrats ont insisté sur l'existence des solutions valides pour la prise en charge des mineurs délinquants à condition que l'on accepte une part de risque éducatif, de travailler dans la durée et d'investir des moyens financiers suffisants.